

Marc Raboy Ivan Bernier
Florian Sauvageau Dave Atkinson

DÉVELOPPEMENT

CULTUREL ET

MONDIALISATION

DE L'ÉCONOMIE

Un enjeu démocratique



André Lange

Augustin Girard a retiré au terme d'industrie culturelle la charge dénonciatrice qu'il contenait chez les philosophes allemands tels Adorno et Horkheimer. De plus, il introduisait dans son analyse des industries culturelles un thème politique qui était complètement absent des textes adorniens : celui de la sauvegarde de l'identité culturelle nationale.

La tradition critique dont Adorno et Horkheimer étaient les héritiers, s'est développée en Europe dès la première moitié du XIX^e siècle, en phase avec le développement de l'industrie culturelle. Elle était, par nature, cosmopolite et individualiste. Bien qu'elle ait pris conscience, depuis Kant, de l'universalité de l'histoire, elle n'exprime aucune appréhension quant à une disparition des identités culturelles nationales. Même si – chez Marx ou chez Lukacs – elle parie sur l'émancipation collective et la conscience de classe, cette émancipation collective est toujours justifiée comme visant à l'épanouissement des individus. Cette tradition critique ignore – certains diront néglige – la question des « identités culturelles », opposée à une tendance à l'uniformisation internationale. Par exemple, je ne connais pas de texte d'Adorno où la critique de l'industrie culturelle déboucherait sur une quelconque notion d'impérialisme culturel, destructeur de l'esprit des peuples. Bien au contraire, Adorno critique chez Hegel son intimation aux individus de s'adapter, de se rendre conforme à l'être substantiel, au « monde bien présent » de

l'esprit du peuple : « religion, culte, mœurs, usages, art, constitutions, toute l'étendue de ses dispositions, ses événements et ses actes ».

Comment expliquer, dès lors, que la critique de l'industrie culturelle se soit transformée de manière relativement tardive en une dénonciation de l'impérialisme culturel américain ou – dans une forme plus diplomatique qui ne nomme pas l'ennemi qu'elle vise – une défense des identités culturelles nationales ? Il semble que cette attitude de rejet de la domination culturelle américaine trouve son origine moins chez les intellectuels ou les créateurs que chez les industriels et les professionnels du spectacle. Dès les années 1920, les industries cinématographiques nationales en Europe sont menacées par les importations d'Hollywood et le principe des « quotas à l'écran » est une invention de la République de Weimar. À cette époque, déjà, on trouve des projets de fédération de l'industrie cinématographique européenne contre l'invasion américaine... L'arrivée du cinéma parlant et l'essor des nationalismes vont rapidement briser ces projets. De manière très significative, ce sont les régimes fascistes ou national-socialistes qui vont imposer le principe du doublage des films dans leur langue nationale : dans l'Italie mussolinienne, l'Allemagne hitlérienne, l'Espagne franquiste et la France pétainiste. De telles réglementations imposant le doublage (il est vrai plus coûteux que le sous-titrage) n'existeront pas dans les petits pays démocratiques tels que les Pays-Bas ou les pays scandinaves, dont les langues, plus minoritaires, auraient pu apparaître comme étant plus menacées. En même temps que « l'esprit du peuple », ce sont évidemment les intérêts

matériels des industriels et des corporations professionnelles d'artistes nationaux que l'on défendait. Cet antiaméricanisme des milieux du cinéma européen s'est résorbé en Allemagne, et, dans une moindre mesure, en Italie. Mais il a survécu, de manière vivace en France, où il a été stimulé, sous l'Occupation, par la santé retrouvée du cinéma français en raison de l'embargo contre les films américains et assumé de manière convergente par le PCF et le mouvement gaulliste, en particulier après la signature des accords Blum-Byrnes du 28 mai 1946 par lesquels le niveau des quotas à l'écran se trouvait abaissé en échange de la liquidation des dettes de guerre française envers les États-Unis.

En France, cette montée de l'antiaméricanisme en matière culturelle débouche sur l'apparition d'une réflexion économique sur la culture commanditée par l'appareil d'État, ministère de l'Industrie puis ministère de la Culture. Épisodiques durant les années 1950 et 1960, ces commandes d'études concernent au départ l'industrie du cinéma, gravement touchée par l'arrivée de la télévision. Elle se sont généralisées dans la seconde moitié des années 1970, lorsque la nécessité d'une action politique des pouvoirs publics pour défendre l'identité culturelle nationale, à travers une politique de soutien à l'industrie est devenue officielle. Un minuscule marché s'est formé avec ses professionnels spécialisés. Ce qu'il y a d'intéressant, c'est que ces études ont généralement été confiées à une génération d'universitaires qui appartenaient à la tradition marxiste, qui ne se sont pas contentés d'analyses sectorielles, mais ont cherché à théoriser l'investissement croissant du capitalisme dans le secteur culturel, allant jusqu'à reformuler la manière

marxienne d'analyser les cycles de réalisation et de reproduction du capital pour l'appliquer aux industries culturelles. Tout en soulignant les ambiguïtés du nouveau discours officiel, ces chercheurs ont mis en évidence le poids économique croissant des activités culturelles et ont documenté l'hégémonie grandissante des entreprises américaines sur le marché occidental de la culture. Paradoxalement, ils ont contribué au rapprochement entre les responsables des politiques culturelles avec l'industrie culturelle, qui commençait à connaître ses premières crises sectorielles importantes (après le cinéma vinrent le disque, l'édition puis la production audiovisuelle).

(Extrait de la contribution de M. André Lange, responsable du département Audiovisuel et Industries culturelles à l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe).